



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 25759-3
portant modification de l'arrêté préfectoral du 28/03/1995 modifié
autorisant la société NUTREA NUTRITION ANIMALE à exploiter une usine de
fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales
à Louvigné-du-Désert**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25759 du 28 mars 1995 autorisant la société GUYOMARC'H à exploiter à Louvigné-du-Désert une usine de fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales ;

Vu le récépissé de déclaration de succession délivré le 27 juillet 2005 à la société NUTREA NUTRITION ANIMALE pour l'exploitation de l'installation susmentionnée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25759-2 du 19 juillet 2010 portant prescriptions complémentaires applicables aux installations classées exploitées par la société NUTREA NUTRITION ANIMALE sur la commune de Louvigné-du-Désert ;

Vu le dossier de réexamen IED transmis le 03/12/2020 ;

Vu le rapport de base transmis le 14/03/2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13/10/2022 ;

Vu le courrier en date du 20/10/2022 par le lequel la société NUTREA NUTRITION ANIMALE a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relative à la rubrique IED des installations ;

CONSIDÉRANT que la société NUTREA NUTRITION ANIMALE relève de la directive IED au regard des activités de fabrication d'aliments pour le bétail menées sur le site de Louvigné-du-Désert ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 mars 1995, autorisant la société NUTREA NUTRITION ANIMALE à exploiter, sur le territoire de la commune de Louvigné-du-Désert, une usine de fabrication d'aliments pour animaux et des silos de stockage de céréales, sont modifiées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 2 – Rubriques IED

Le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 25759 du 28 mars 1995 est remplacé par le tableau suivant :

| | | | |
|----------------|--|---|-----------|
| 3642-2a | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour | Capacité de production de : 800 t/j | A |
| 2160.2 | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. | Volume de stockage : 8 541m ³ | D |
| 2910 | Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1. | Puissance thermique nominale de la chaudière : 1,5 MW | DC |
| 4718-2 | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) | Stockage de 47,5 m ³ , soit environ 25 tonnes de propane | DC |

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation des matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM.

Article 3 – Modifications des prescriptions relatives aux valeurs de rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mars 1995 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières devront être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

Les concentrations en poussières doivent respecter les valeurs d'émission suivantes :

| Paramètres | Installations concernées | Valeurs limites d'émission | | Surveillance |
|------------|---|---|---|-------------------------|
| | | VLE applicable jusqu'au 3 décembre 2023 (mg/Nm ³) | VLE applicable à compter du 4 décembre 2023 (mg/Nm ³) | Surveillance applicable |
| Poussières | Broyeurs | 30 | 10 | Annuelle |
| Poussières | Presses | | 20 | Annuelle |
| Poussières | Autres installations dont les rejets en poussières sont canalisés | | 30 | Annuelle |

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes - 3, Contour de la Motte – 35 044 RENNES Cedex, ou dématérialisé via l'application « Télérecours citoyen », accessible depuis le site <https://www.telerecours.fr> :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Louvigné-du-Désert et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Louvigné-du-Désert et à la société NUTREA NUTRITION ANIMALE.

Fait à Rennes

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 25/11/2022



Paul-Marie CLAUDON